

# Natixis entre dans le top 5 du sondage qualitatif des SVT

La satisfaction des investisseurs sur le fonctionnement du marché de la dette française recule, de 96 % à 85 %

par VIOLAINE LE GALL

La crise de la dette de la zone euro a légèrement modifié la perception des investisseurs sur la dette souveraine française, d'après la dernière enquête réalisée pour l'Agence France Trésor. Alors qu'en 2010, 96 % des professionnels interrogés se disaient «très satisfaits ou plutôt satisfaits du fonctionnement du marché de la dette française», ils sont 85 % en 2011. Par ailleurs, les notes obtenues par les SVT ont un peu diminué. La moyenne des notes sur l'information, le conseil et le *sales coverage* perd un dixième à 7,2/10 tout comme la note sur la qualité de la recherche, à 7,3/10. Surtout, celle portant sur la qualité des prix proposés passe de 7,3/10 l'an dernier à 7/10.

Ce dernier critère est toujours celui qui est considéré comme le plus important par les investisseurs. L'attention accordée à la qualité de la recherche a

Palmarès qualitatif 2011 des SVT			
Rang	Sur les valeurs du Trésor français	Rang	Sur le marché des taux en général
1 (1)	BNP Paribas	1 (1)	Barclays Capital
2 (2)	Barclays Capital	2 (4)	BNP Paribas
3 (3)	Société Générale	3 (-)	Deutsche Bank
4 (4)	HSBC	4 (5)	JPMorgan
5 (-)	Natixis	4 ex aequo (3)	HSBC

( ) rang 2010

Source: IEM Finance

nettement augmenté, après plusieurs années de baisse, d'après l'enquête. La part des sondés la considérant comme très importante passe de 36,1 % à 40,9 %, une tendance qui s'explique certainement par l'incertitude liée à la crise de la dette dans la zone euro.

Dans un contexte plus mouvementé que les années précédentes pour la dette souveraine française, l'appréciation des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) n'a évolué qu'à la marge. [BNP Paribas](#),

[Barclays Capital](#), Société Générale et [HSBC](#) dominent le classement des établissements les plus fréquemment cités comme principaux partenaires des investisseurs, à l'image du palmarès 2010. [Natixis](#) fait son entrée en cinquième position, à la place du Crédit Agricole. Sur le marché des taux en général, [Deutsche Bank](#) entre dans le top 5, en troisième position.

2

## Le renforcement du rôle du FMI interpelle les investisseurs privés

Pour certains, le statut de créancier senior du Fonds pourrait dissuader le secteur privé d'investir dans la dette italienne et espagnole

par SOLENN POULLENNEC

La contribution du FMI au sauvetage européen fait grincer des dents. Certains s'inquiètent du risque encouru par le fonds qui jouit du statut de créancier senior. D'autres estiment que les investisseurs privés risquent de pâtir de ce statut.

Lors du sommet du 8 décembre, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont donné dix jours pour augmenter les contributions au fonds jusqu'à 200 milliards d'euros afin de s'assurer qu'il «a des ressources suffisantes pour faire face à la crise». Dans une interview au *Monde* hier, le président français Nicolas Sarkozy affirme que le «contenu juridique» de l'accord sera précisé d'ici quinze jours pour déboucher sur un traité en mars 2012.

Pour les économistes de [Barclays](#), cette enveloppe au FMI est cruciale afin de soutenir des pays comme l'Italie et

l'Espagne en cas d'aggravation des tensions sur les marchés obligataires. L'Italie doit refinancer 340 milliards d'euros l'année prochaine et l'Espagne 120 milliards d'euros. Or, le taux des titres d'Etat à dix ans italiens remontait à 6,50% hier après être descendu à 5,7% la semaine dernière. Les titres espagnols qui affichaient un rendement de 5,08% il y a sept jours se sont tendus à 5,71%. La [BCE](#), qui a fortement réduit ses rachats de dettes souveraines la semaine dernière à 635 millions d'euros contre 3,66 milliards la semaine précédente, aurait repris hier du papier italien à 3 et 10 ans pour limiter la tension, selon des traders cités par Reuters.

Pour autant, alors que beaucoup d'investisseurs [se sont détournés](#) de la dette périphérique, «des prêts importants du FMI pourraient abaisser le taux de recouvrement de la dette par les créanciers privés en cas de défaut le

statut de créancier senior du FMI», notent les économistes. Pour eux, la contribution du FMI permettrait seulement de gagner environ deux ans si les taux restent élevés. Dans le long terme, elle devrait être remplacée par des prêts garantis par les Etats membres.

Pour les économistes de [SG CIB](#), cette potentielle contribution du FMI serait même «*dangereuse pour la zone euro, car les prêts conduiraient de facto à une subordination des investisseurs*». Selon eux, elle pourrait par ailleurs précipiter de nouvelles dégradations de notes souveraines et compromettre encore le financement des pays européens via les marchés. Une dégradation de la France ne serait «pas insurmontable», a indiqué hier Nicolas Sarkozy.